

## APPEL À COMMUNICATION

**Journée d'étude internationale  
de la Chaire UNESCO *Défis partagés du développement : savoir,  
comprendre, agir*  
à l'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée  
d'Abidjan (ENSEA)  
le vendredi 21 juin 2019**

### **Genre, inégalités et violences en Afrique**

Avec le concours de l'Agence française de développement, du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'UMR Développement et Sociétés (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - IRD)



#### 1. Contexte

La Chaire UNESCO *Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir* organise une deuxième édition de sa Journée d'étude internationale annuelle.

Cette Chaire regroupe six membres fondateurs : l'IEDES-Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, le Centre d'Etude de la Coopération Internationale et du Développement (CECID) de l'Université Libre de Bruxelles (ULB)-Belgique, l'École de développement international et mondialisation (EDIM) de l'Université d'Ottawa-Canada, l'École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan-Côte d'Ivoire, l'Institut supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Ouaga 1, Pr Joseph Ki-Zerbo-Burkina Faso et l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry (UGLC-SC)-Guinée.

Les six partenaires poursuivent ces objectifs communs :

- une pratique partagée et le soutien de la recherche pluridisciplinaire sur le développement et les défis de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD),
- la diffusion de travaux et résultats d'un réseau francophone ouvert sur les études de développement,
- l'activation de la mobilité des étudiant.e.s et des enseignant.e.s pour renouveler les formes de partenariat Nord/Sud, ainsi que d'en encourager de nouvelles formes de partenariats,
- le rayonnement des activités de la Chaire dans le monde des politiques pour faire connaître la richesse et diversité des savoirs et compétences de l'aire francophone en matière de développement international et soutenir la recherche sur les Suds,
- le soutien apporté aux jeunes chercheur.e.s pour une pratique innovante de la recherche sur le développement.

Voir plus de détails sur la Chaire : [www.chaireunescodefisdev.org](http://www.chaireunescodefisdev.org)



Pour 2019, les membres de la Chaire ont conjointement décidé de consacrer leur Journée d'étude internationale annuelle à la problématique du genre en Afrique ainsi qu'à l'analyse du lien entre les inégalités et la violence et son vécu.

Cette journée se tiendra à Abidjan, le **vendredi 21 juin 2019**.

Elle sera précédée le **jeudi 20 juin** d'un **atelier Jeunes Chercheur.e.s** pour discuter des travaux en cours sur le thème Genre, inégalités et violences en Afrique sur inscription.

## 2. Problématique

Alors que la réduction des inégalités basées sur le genre est pensée comme un facteur majeur de l'accélération de l'intégration des femmes au développement (voir par exemple le rapport sur le développement dans le monde 2012: *Égalité des genres et développement*<sup>1</sup>), les inégalités de genre sont à contrario considérées comme de véritables handicaps pour les pays. Le Forum économique mondial (WEF) montre dans son calcul de l'indice mondial de l'écart entre les genres à quel point ces inégalités peuvent faire reculer les IDH<sup>2</sup>. Si de nombreux progrès ont été réalisés depuis le milieu des années 1990 (Plateforme de Pékin) et les engagements du millénaire (ODM 3 en 2000 et ODD 5 en 2015<sup>3</sup>) tels qu'une amélioration de la scolarisation primaire des filles, ou un meilleur accès à la santé sexuelle et reproductive, un des aspects les plus préoccupants de ces inégalités est celui de la persistance des violences faites aux femmes et leur impact sur leur participation à la vie sociale, économique et politique. Au-delà de la violation des droits humains, les violences fondées sur le genre sont identifiées comme un frein majeur au développement partout dans le monde<sup>4</sup>. On peut d'ailleurs considérer comme faisant partie des violences les très fortes inégalités qui aboutissent à une surmortalité des filles et des femmes par manque d'accès aux soins, à l'éducation qui par voie de conséquence entraîne un moindre accès aux opportunités économiques et, à une féminisation de la pauvreté et de la faim. Les violences directes faites aux femmes sont aussi répandues, que ce soit en contexte de paix (violence domestique) ou durant des périodes de conflit (viols comme armes de guerre, etc.) et elles sont reconnues comme plus vulnérables en situation de déplacement en raison d'un conflit<sup>5</sup>. Partant de ce constat, les pays africains ont été au cœur d'initiatives pour reconnaître et répondre à cette problématique (tel que par exemple le traitement judiciaire du viol dans les conflits qu'a connu le continent dans les années 1990), à travers de nombreux textes internationaux et régionaux. Des actions diverses sont également entreprises par certains gouvernements pour éradiquer ce phénomène, en s'attaquant entre autres aux inégalités structurelles ou conjoncturelles souvent à sa source.

Les travaux sur les violences genrées en Afrique les plus mis en avant sont ceux qui portent sur les violences produites dans la sphère domestique ou encore sur les processus internationaux de reconnaissance de ces formes de violence (Résolution 1325<sup>6</sup>). Il reste beaucoup à faire sur les violences genrées dans des sphères comme les milieux professionnels, ou ceux où sont exercés les activités génératrices de revenus, sur les violences subies dans l'espace public, pendant les études, ou encore à grande échelles lors de conflits armés. Ces violences concernent tout particulièrement les femmes et jeunes filles qui développent une autocensure pour l'accès et la participation à certains espaces de la vie sociale, économique et politique, contrecarrant des activités menant à leur autonomisation. À l'inverse, dans certains cas, la violence rattachée aux conflits armés, et tout particulièrement ses

<sup>1</sup><http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2012/Resources/7778105-1299699968583/7786210-1315936231894/Overview-French.pdf>

<sup>2</sup> [http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_GGGR\\_2017.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2017.pdf)

<sup>3</sup> ODM n°3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (<http://www.un.org/fr/millenniumgoals/>); ODD n°5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles (<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/gender-equality/>)

<sup>4</sup> <http://evaw-global-database.unwomen.org/en>

<sup>5</sup> Voir par exemple : <https://www.unfpa.org/fr/news/migrationfeministe>

<sup>6</sup> Adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies à sa 4213e séance, le 31 octobre 2000 ayant trait aux droits des femmes, la paix et la sécurité. [https://www.un.org/womenwatch/ods/S-RES-1325\(2000\)-F.pdf](https://www.un.org/womenwatch/ods/S-RES-1325(2000)-F.pdf)

suites, s'est avérée selon certains un tremplin pour la remise en question des rôles de genre plus traditionnels<sup>7</sup> – quoique le débat quant à la profondeur et la pérennité de ces transformations demeurent.

Connaître l'ampleur, les causes, les contextes de production, les raisons de la persistance, et les conséquences des violences basées sur le genre est important pour mieux comprendre le phénomène, l'analyser et ainsi le prendre en compte dans la définition des programmes qui visent l'égalité de genre, plus particulièrement ceux qui sont destinés à l'autonomisation des femmes, et contribuer à l'adoption de législations appropriées dans les pays.

Un axe fort mais non exclusif de la Journée d'étude internationale portera sur la violence basée sur le genre (VBG) en Afrique ou encore fondée sur le sexe qui peut être définie comme toute forme de violence dirigée contre une personne du fait de son identité sexuelle, ou qui affecte de manière disproportionnée des individus d'un sexe donnée. Parce que dans toutes les sociétés du monde, elle affecte principalement les femmes et les filles, la CEDEF/CEDAW recommande l'utilisation de la terminologie "violence à l'égard des femmes fondée sur le genre" afin de mettre en évidence le fait que cette violence prend racine dans les rapports sociaux de sexe inégaux qui font de la femme une subordonnée. Les violences fondées sur le genre étudiées ici peuvent être de tout type : physiques (y compris les mutilations génitales féminines), émotionnelles, morales, sexuelles et elles comprennent le harcèlement. On y inclura également les pratiques qui visent à (ou ont pour effet de) (re)mettre en cause la sécurité matérielle des femmes, telles que les violences économiques en général, et celles subies en cas de déstabilisation de la cellule familiale (répudiation, divorce, polygamie), et les violences juridiques liées à des inégalités contestées (héritage, propriété) mais institutionnalisées par les lois. Les violences basées sur le genre ne sont pas limitées aux femmes. Elles peuvent affecter également toute personne qui semble ne pas remplir les stéréotypes de présentation de soi liées à leur identité sexuelle présumée. Ainsi les communications portant sur les violences basées sur le genre concernant les LGBTI en Afrique seront également bienvenues.

Avec des entrées disciplinaires relevant des sciences économiques et sociales, portant sur les contextes africains, et si possible faisant un lien avec les réformes en cours, les communications s'inscriront selon une perspective macro et/ou micro dans certains des sujets suivants :

- Les processus de différenciation et de construction des catégories sociales et de genre permettant de mieux saisir la complexité des phénomènes discriminatoires ;
- Les liens entre inégalités et violences fondées sur le genre ou encore la violence genrée;
- Les représentations sociales des violences fondées sur le genre;
- Les méthodologies novatrices de collecte de données sur les violences basées sur le genre en général, et celles faites aux femmes en particulier dans des contextes où elles peuvent ne pas être déclarées;
- Les liens entre les violences genrées et en particulier faites aux femmes et la santé mentale et physique;
- Les conséquences des violences genrées sur les participations aux différentes sphères de la vie sociale, politique et économique et aux espaces publics;
- Le traitement social des violences genrées et la prise en charge des victimes : recours dans la sphère traditionnelle ou au niveau juridique moderne;
- Les réponses institutionnelles aux violences basées sur le genre (ex. au niveau sanitaire, juridique);
- Les angles ou acteurs négligés des récents efforts de reconnaissance des enjeux de la violence faite aux femmes et de nature genrée.

### 3. Objectifs de la Journée d'étude internationale

- Partager des connaissances et des méthodologies sur les inégalités de genre et les violences faites aux femmes
- Identifier des pistes de recherches et des méthodologies innovantes pour documenter la violence fondée sur le genre dans le continent

<sup>7</sup> Voir par exemple l'enquête IMAGES en RDC sur l'impact des conflits sur les relations de genre et la violence : <https://promundoglobal.org/wp-content/uploads/2015/01/Resultats-preliminaires-de-IMAGES-RDC.pdf>

- Réfléchir sur la mise en place d'un mécanisme de gestion efficace des bases de données fiables sur les VBG
- Contribuer à la formation de doctorant.e.s et mémorant.e.s sur la prise en compte du genre dans les travaux de recherche et des conséquences des inégalités de genre sur le développement ; un atelier leur sera dédié le 20 juin (Cf 4. Journée d'atelier Jeunes Chercheur.e.s).

La Journée d'étude internationale entend contribuer, par la recherche, à un partage de connaissances, à une prise de conscience de l'ampleur du phénomène et à une sensibilisation à la réduction des violences basées sur le genre ainsi qu'à l'épanouissement durable des communautés dans les contextes africains.

#### 4. Journée d'atelier Jeunes Chercheur.e.s

Les membres de la Chaire ont conjointement décidé de faire précéder la Journée d'étude internationale annuelle consacrée à la problématique du genre en Afrique ainsi qu'à l'analyse du lien entre les inégalités et la violence et son vécu par un atelier Jeunes Chercheur.e.s à destination d'étudiant.e.s de fin de master 2 et/ou de doctorat. Proposé sur le même thème que la Journée d'étude internationale, l'objectif de la journée atelier est double : méthodologique et théorique/conceptuel.

Il s'agira au sein de groupes restreints (une vingtaine de personnes au maximum) de discuter des concepts liés à l'approche genre et, sur la base des recherches en cours des participant.e.s, d'échanger sur les méthodologies d'enquête qualitative des sciences humaines et sociales. Les ateliers seront animés par des enseignant.e.s chercheur.e.s partenaires de la chaire. Interactifs et avec des visées de formation à la recherche, ces ateliers seront l'occasion pour de jeunes chercheur.e.s de discuter de leurs travaux et des méthodologies employées afin d'en renforcer l'approche genre.

La participation à cet atelier se fait sur dossier à envoyer avant le **28 avril 2019** minuit composé d'un CV et d'un résumé de la recherche en cours et/ou d'un projet de recherche à adresser à [iedes@chaireunescodefisdev.org](mailto:iedes@chaireunescodefisdev.org)

Sur demande, des financements pourront être envisagés pour les jeunes chercheur.e.s de la sous-région.

#### 5. Date et lieu :

- **Atelier Jeunes Chercheur.e.s le jeudi 20 juin 2019**, à l'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée d'Abidjan (ENSEA), Avenue des Grandes Ecoles, Cocody 08 BP 03 Abidjan 08, Côte d'Ivoire
- **Journée d'étude internationale le vendredi 21 juin 2019**, à l'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée d'Abidjan (ENSEA), Avenue des Grandes Ecoles, Cocody 08 BP 03 Abidjan 08, Côte d'Ivoire

#### 6. Calendrier

- Date de **lancement de l'AAC** : mercredi 20 mars 2019
- Date limite de réception **des propositions de communication** : dimanche 28 avril 2019 minuit
- Réponse **aux auteur.e.s présélectionné.e.s** : jeudi 8 mai 2019 après examen par le conseil scientifique
- Date limite de réception des **communications définitives** : lundi 3 juin 2019 minuit

Les propositions de communication comporteront les éléments suivants :

- Auteur.e.s, fonction, affiliation institutionnelle
- Titre & résumé (environ 500 mots)
- Envoi **avant le 28 avril** minuit à [iedes@chaireunescodefisdev.org](mailto:iedes@chaireunescodefisdev.org), en indiquant si la participation à l'atelier Jeunes Chercheur.e.s est souhaitée (sous réserve de places disponibles).

Sur demande, des financements pourront être envisagés pour les jeunes chercheur.e.s de la sous-région.

#### 7. Conseil scientifique

**Rosine Addy Mosso**, statisticienne-démographe, chargée de recherche et d'enseignement, ENSEA Abidjan,

**Tania Angeloff**, professeur de sociologie, Université Paris 1 – IEDES,  
**Marie Yvonne Curtis**, anthropologue, chercheure, Université Sonfonia, Conakry  
**Marie-Eve Desrosiers**, politologue, professeure agrégée, Université d'Ottawa - ÉDIM,  
**Hélène Djoukelfit**, économiste, directrice adj. département Diagnostic Économique et Politiques Publiques, AFD  
**Isabel Georges**, sociologue, chargée de recherche, IRD UMR Développement et Société,  
**Gaëlle Gillot**, maître de conférences en géographie, Université Paris 1 – IEDES,  
**Elisabeth Hofmann**, maître de conférences en économie, LAM, Université Bordeaux 3 – IATU/STC  
**Anne Le Naëlou**, maître de conférences en sociologie, Université Paris 1 – IEDES,  
**Karine Marazyan**, maître de conférences en économie Université Paris 1 – IEDES,  
**Firouzeh Nahavandi**, professeur en sociologie, Université Libre de Belgique, CECID,  
 Un-e représentant-e du MEAE (à confirmer),  
**Yvette Onibon Doubogan**, maître de conférences en sociologie du développement, CAMES /Univ Parakou  
**Mabetty Toure**, maître de conférences, directrice Chaire Genre de l'UGLC, Université Sonfonia, Conakry,  
**Madeleine Wayack-Pambè**, maître-assistante en démographie, ISSP - Université Ouaga 1-PJKZ.

## 8. Nos soutiens institutionnels



L'Agence Universitaire de la Francophonie



Le Centre de coopération internationale en recherche  
agronomique pour le développement



European Association of Development Research  
and Training Institutes



L'Institut de recherche pour le développement



École de développement international  
et mondialisation  
School of International Development  
and Global Studies

